

Kerry et Bush : deux candidats très conservateurs

Claude Gauvreau

Le 2 novembre prochain, après une campagne longue de plusieurs mois, les électeurs américains choisiront un président qui sera à la fois chef d'État et de la diplomatie, commandant en chef des forces armées, chef de gouvernement et premier législateur du pays le plus puissant au monde. Mais qui l'emportera? Le Républicain George W. Bush qui sollicite un second mandat et dont la cote de popularité dans les sondages est en baisse constante depuis quelque temps? Ou le Démocrate John Kerry qui détient actuellement une avance insurmontable sur les autres candidats de son parti?

Charles-Philippe David, directeur de l'Observatoire sur les États-Unis à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, et deux de ses collaborateurs, Frédéric Gagnon et Karine Prémont, candidats au doctorat en science politique, tenteront ici d'expliquer le processus électoral américain, les forces en présence et les principaux enjeux de la campagne présidentielle.

En juillet prochain, à la Convention nationale du Parti Démocrate, plus de 3 500 délégués, désignés lors des primaires, éliront le candidat qui affrontera le président Bush. Jusqu'à maintenant, et les primaires du 2 mars dernier l'ont confirmé, tout indique que John Kerry sera le candidat Démocrate. Celui-ci aura besoin d'un total de votes de 2 161 délégués pour remporter l'investiture. Par ailleurs, du côté Républicain, personne n'a osé défier Georges Bush.

«Démocratie élitiste»

Selon M. David et ses deux assistants, les États-Unis sont probablement le pays, parmi les sociétés occidentales, où l'élection du chef de l'État est la plus complexe. «Les élections primaires, qui servent à choisir dans divers États les délégués aux conventions nationales des deux grands partis, constituent un long processus pouvant s'étendre sur dix mois. C'est une façon de tester l'électorat et de permettre aux candidats de démontrer qu'ils ont l'étoffe d'un président», explique Frédéric Gagnon.

«N'oublions pas que le système politique américain est de type fédéral et que chaque État possède ses propres lois électorales», ajoute M. David. Ainsi, les règles régissant le déroulement des primaires donnent lieu à autant de variantes qu'il y a d'États, en plus d'être distinctes d'un parti politique à l'autre. En général, seuls les membres du parti, dûment enregistrés sur la liste électorale de l'État comme étant d'allégeance Démocrate ou Républicaine, ont droit de vote. Cet électorat, dont la participation à l'ensemble des primaires n'est pas très élevée, est principalement composé des militants actifs des partis. Ce qui fait dire à M. David que la «démocratie américaine est au fond assez élitiste.»

Les trois chercheurs ne croient pas que le peuple américain, au moment du scrutin de novembre, aura à choisir entre deux visions diamétralement opposées de l'Amérique et



Photo : Nathalie St-Pierre

De gauche à droite, Charles-Philippe David, directeur de l'Observatoire sur les États-Unis, Karine Prémont et Frédéric Gagnon, candidats au doctorat en science politique.

ce, même si Kerry et Bush ne sont pas tout à fait blanc bonnet et bonnet blanc. «Malgré une rhétorique axée sur le changement, John Kerry défend des idées beaucoup plus conservatrices que John Edwards ou Howard Dean, ses adversaires à l'investiture Démocrate», affirme M. David. Tout comme le président Bush, le candidat Kerry s'oppose aux mariages gais, approuve des baisses d'impôts considérables et ne souhaite pas réduire les budgets de la Défense.

«Opposé à la guerre du Golfe en 1991, il a appuyé l'intervention en Irak. Aux yeux des Républicains, il s'agit d'une contradiction qu'ils tenteront d'exploiter. Là où Kerry pourrait se démarquer de Bush, c'est sur le front intérieur alors que le gouvernement américain a accumulé un déficit budgétaire de 500 milliards \$ et que des dizaines de milliers d'em-

ploiés ont été perdus», souligne M. David.

Personne à la droite de Bush

Dans le camp Républicain, où personne ne peut renchérir sur la droite de Bush, tous les courants au sein du parti font consensus autour du président. Celui-ci dispose d'une caisse électorale de plus de 130 millions \$ et jouit de l'appui de la puissante droite religieuse, observe M. David. «Président accidentel en 2000, Bush a réussi à s'imposer depuis le 11 septembre 2001 comme l'homme de la situation en matière de sécurité nationale», poursuit M. Gagnon.

Comme le rappelle M. David, depuis Herbert Hoover en 1932, seuls deux présidents en exercice n'ont pu obtenir un second mandat : Jimmy Carter en 1980 et Georges Bush père en 1992. Georges W. Bush serait donc

en position de l'emporter? «Difficile de faire des pronostics tellement sont nombreux les facteurs imprévisibles qui peuvent encore intervenir. Les choses pourraient se gêner si la reprise économique s'essouffle et si la situation en Irak se détériore.»

Par ailleurs, plus approchera l'échéance de l'élection présidentielle, plus les médias, et la télévision en particulier, joueront un rôle de premier plan en contribuant à structurer les débats et en fouillant le passé des candidats, souligne Karine Prémont. «C'est à la télévision que sera diffusée la publicité électorale et qu'auront lieu les grands débats contradictoires entre les candidats.» Enfin, il faudra compter sur la présence de l'indépendant Ralph Nader qui, comme en 2000, pourrait nuire aux Démocrates. «La gauche américaine, toujours vivante, va voter pour Nader», soutient M. David.

Pour le directeur de l'Observatoire, reste à savoir si les Américains choisiront un *war president*, capable de maintenir le leadership du pays sur la scène internationale et de combattre le terrorisme, ou un *domestic president* d'abord préoccupé par les problèmes intérieurs. «En ce moment, l'électorat américain est fortement polarisé : 45 % de pro-Démocrates contre 45 % de pro-Républicains et

10 % d'indécis. Encore une fois, tout va se jouer dans un petit nombre d'États.»

Le système de votation n'a pas été corrigé

Assisterons-nous à une répétition du scénario de l'élection 2000 alors que Bush avait été élu président après s'être fait octroyer les votes électoraux manquants de la Floride au terme d'une crise politique dénouée par une décision controversée de la Cour suprême? «Tout est possible, les défauts structurels du système électoral n'ont pas été corrigés et cela pourrait favoriser les Républicains», répond M. David.

Selon ce dernier, on peut également s'attendre à ce qu'un électeur sur deux aille voter, la participation de l'électorat américain étant l'une des plus faibles du monde occidental. L'électeur doit lui-même effectuer la démarche de se faire inscrire sur la liste électorale car il n'existe pas de carte d'électeur permanente et il n'y a pas de recensement des électeurs à domicile comme c'est le cas au Canada. Mais, plus important encore, de conclure M. David, on constate un phénomène d'apathie généralisée relié à un cynisme de plus en plus marqué de l'électorat à l'égard des deux grands partis politiques ●

L'élection d'un président

- Les Américains n'élisent pas directement leur président, votant plutôt pour les membres d'un Collège électoral («grands électeurs») qui, eux, sont appelés à élire formellement le président;
- Le nombre de grands électeurs varie d'un État à l'autre et la représentation d'un État au sein du Collège est déterminée au prorata de sa population. Pour être élu président, un candidat doit s'assurer d'une majorité absolue de voix au sein du Collège électoral;
- Le candidat qui obtient le plus grand nombre de suffrages dans un État donné, peu importe que ce soit par 100 voix ou 100 000 voix, se voit octroyer la totalité des grands électeurs de cet État. D'où l'importance de l'emporter dans les États les plus «payants», comme ceux très peuplés de Californie, de New York, du Texas ou de Floride;
- Comme ce fut le cas en 2000, un candidat peut détenir une majorité au sein du Collège électoral même s'il a obtenu moins d'appuis que son adversaire au suffrage populaire. Enfin, la Constitution n'impose pas que le candidat gagnant récolte au moins une majorité absolue du suffrage populaire, soit 50 % plus une voix. Plusieurs présidents ont été élus avec un total de voix exprimé inférieur à 50 %.

Source : *Le système politique américain*, sous la direction d'Edmond Orban et Michel Fortmann, Presses de l'Université de Montréal.

La campagne au jour le jour

Tout au long de la campagne présidentielle, l'Observatoire sur les États-Unis présentera sur son site Web des informations régulières sur le déroulement de la campagne : revue de presse, glossaire, notes biographiques, positions des candidats, etc.

À chaque mois, l'Observatoire offrira une chronique thématique, la première portant sur le système électoral américain et les enjeux de la politique intérieure.

Sur Internet : www.dandurand.uqam.ca